

## Des vaccins pour le développement

Owen Barder\*

La vaccination représente une des meilleures manières d'améliorer la santé dans les pays en voie de développement. Bien que l'importance des vaccins soit de mieux en mieux comprise, des défis considérables limitent la couverture de vaccination de base, l'introduction de vaccins sous-utilisés et le développement de nouveaux vaccins.

Cinq mesures innovantes sont en cours de mise en œuvre afin de répondre à ces défis : des subventions basées sur les résultats, un fonds d'achat de vaccins mondial, la nouvelle Facilité Internationale pour le Financement de la Vaccination (IFFIm), des partenariats public-privé pour le développement de nouveaux produits (PDP) et des engagements préalables sur le marché (AMC) afin de créer des incitations au développement et à la production de nouveaux vaccins. Ces initiatives ont évolué séparément, mais elles contribuent ensemble à un tout largement cohérent de mesures bénéficiant de la couverture institutionnelle de l'Alliance mondiale pour les vaccins et la vaccination. Ce dossier examine les problèmes sous-jacents, et traite de la réponse politique. Il suggère que l'approche adoptée au sujet des vaccins peut être utilement élargie à d'autres domaines d'assistance au développement.

### Cas pour les vaccins

La vaccination est un moyen économique et sans risque d'améliorer la santé. Ces cinquante dernières années, la vaccination a transformé des vies dans les pays riches comme pauvres, avec pour résultat l'éradication de la variole et d'énormes réductions de maladies dominantes comme la polio, la fièvre typhoïde et la rougeole. La vaccination est particulièrement bien adaptée aux pays disposant de faibles structures sanitaires, car elle nécessite peu de formation et d'équipement et ne dépend pas de diagnostics pointus, de médications à long terme ou de soins médicaux complémentaires.

Malgré la faiblesse des structures sanitaires dans de nombreux pays pauvres, trois quarts des enfants du monde entier ont maintenant reçu un ensemble standard de vaccins infantiles par l'intermédiaire du Programme élargi de vaccination de l'OMS/UNICEF afin de les protéger contre la diphtérie, le tétanos, la coqueluche, la polio, la rougeole et la tuberculose néonatale. Ces vaccins sauvent actuellement une estimation de 3 millions de vies par an, soit presque 10 000 vies par jour, et protègent des millions de personnes supplémentaires de la maladie et de l'invalidité permanente.<sup>1</sup>

Les donateurs ont reconnu avec raison que la vaccination est une des interventions sanitaires les plus économiques pour les pays en voie de développement, un ensemble complet de vaccins de base coûtant moins de 20 \$ par an par vie sauvée dans un pays pauvre.<sup>2</sup> Ceci représente une optimisation exceptionnelle des ressources : les interventions de développement sont généralement considérées comme extrêmement économiques si le coût par année de vie est inférieur à 100 dollars.<sup>3</sup> Par comparaison, le traitement antirétroviral du VIH/SIDA—intervention largement prise en charge par les donateurs dans les pays en voie de développement—peut coûter jusqu'à cinq fois ce montant, pouvant atteindre 350 à 500 dollars par année de vie sauvée. (À titre de comparaison, les interventions médicales aux États-Unis et au Royaume-Uni sont considérées économiques à 50 000 – 100 000 dollars par année de vie sauvée.)<sup>4</sup>

La vaccination présente d'autres caractéristiques qui en font une forme attrayante d'assistance au développement. Les risques de corruption sont faibles, un vaccin ayant une valeur marchande basse, et les conséquences sur les taux de change résultant d'une augmentation des importations de vaccins sont inexistantes. Que ce soit pour sauver des vies ou prévenir la souffrance, un cercle vertueux s'est bien établi et lie les améliorations sanitaires et de l'espérance de vie aux performances économiques du pays sur le long terme.<sup>5</sup>

\* Owen Barder est associé principal aux programmes avec le Global Health Policy Research Network (Réseau de recherche sur les politiques sanitaires mondiales) au Center for Global Development.

## Défis politiques en matière de vaccination

La figure 1 ci-dessous montre le nombre annuel de décès qui pourraient être évités par les vaccins existants ou éventuellement à venir. Environ 1,2 millions de personnes meurent inutilement chaque année parce qu'elles n'ont pas reçu les six vaccins de base contre la tuberculose, la diphtérie, le tétanos néonatal, la coqueluche, la polio et la rougeole ; tous ces vaccins ont été largement utilisés dans les pays riches à partir du début des années 1960. Au moins 2-3 millions de décès/an supplémentaires pourraient être évités par l'utilisation totale des vaccins sous-utilisés contre le type B d'*Haemophilus influenzae* (Hib) et contre l'hépatite B, ainsi que par l'introduction de nouveaux vaccins antipneumococques et antirotavirus.

Trois grands défis font obstacle à une utilisation plus étendue des vaccins.

**Premièrement**, le développement de la couverture des vaccins de base dans les pays en voie de développement dépend de la mise en place de systèmes sanitaires avec une infrastructure matérielle, plus de personnels bénéficiant d'une meilleure formation et une amélioration de l'information et de la logistique. Alors que de nombreux pays ont démontré que les vaccins peuvent être délivrés à faibles coûts dans des zones éloignées et rurales, tous ne disposent pas des ressources suffisantes ou de la capacité de gestion pour effectuer les moindres investissements nécessaires. Certains donateurs sont réticents à payer les frais périodiques d'un programme de vaccination et

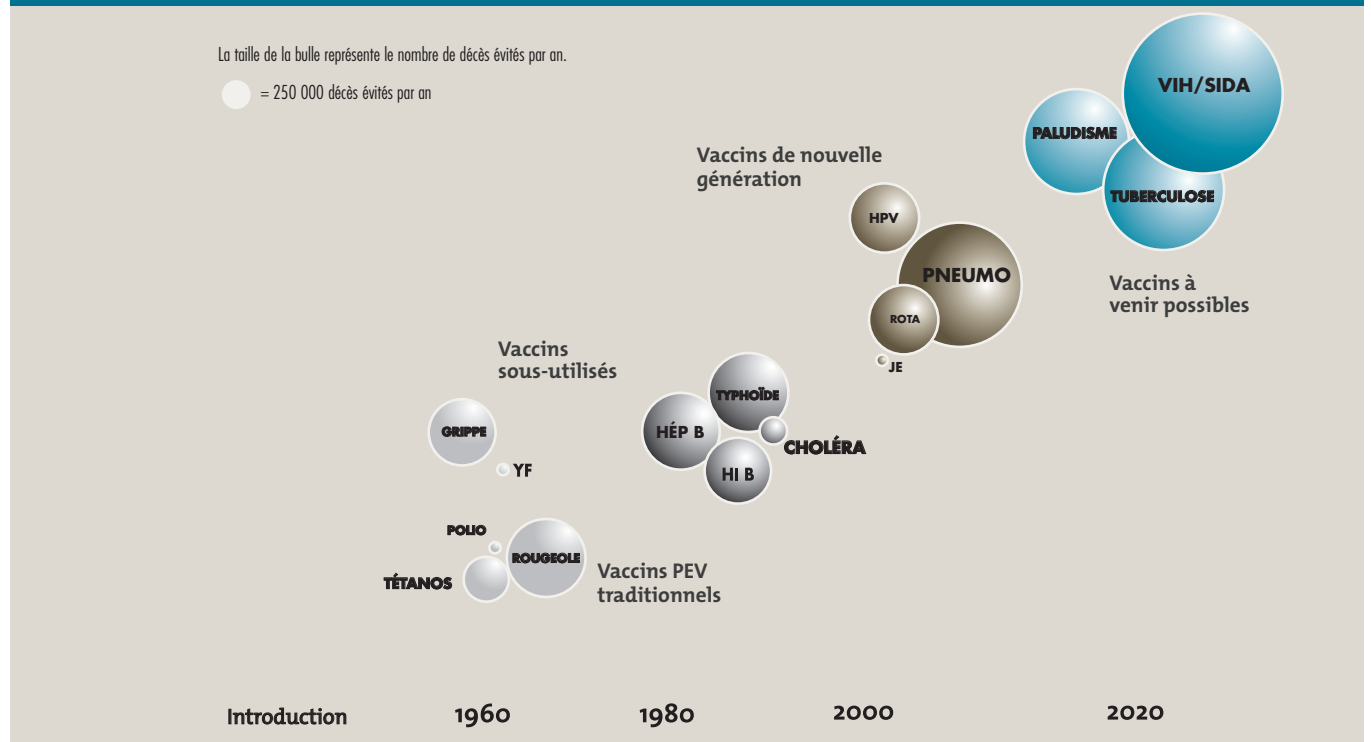
préfèrent des interventions plus visibles et plus médiatiques, même si elles sont moins efficaces pour sauver des vies.

**Deuxièmement**, certains des vaccins existants sont trop chers pour les pays en voie de développement ; alors, même dans les pays où des enfants peuvent être vaccinés, les gouvernements n'ont pas les moyens d'acheter l'ensemble complet de vaccins infantiles—tout particulièrement les nouveaux vaccins plus chers. Il existe un cercle vicieux de financement par des dons imprévisibles et insuffisants, ce qui entraîne une expression imprévisible et insuffisante de la demande de la part des gouvernements, ce qui réduit à son tour les investissements en production de vaccins, ce qui fait augmenter les coûts à l'unité et contribue aux ruptures de stock.

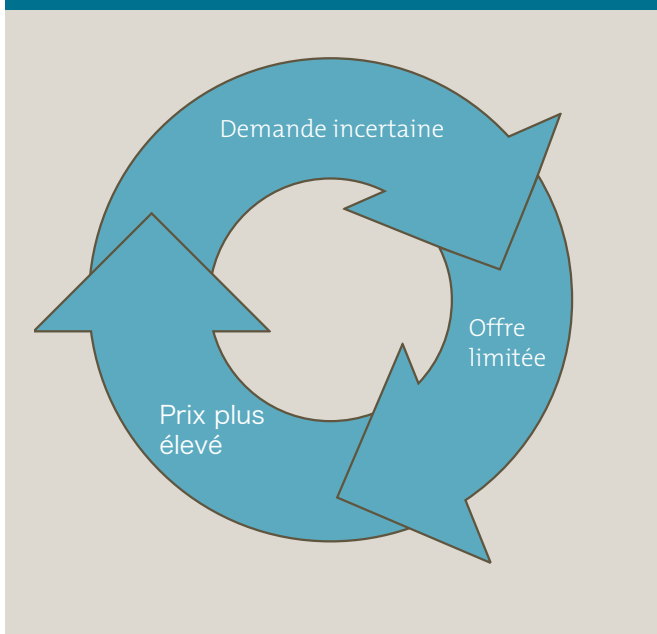
Plus de dix ans après l'introduction généralisée aux États-Unis et en Europe du vaccin contre l'Hib, qui protège contre la sepsie, la pneumonie, la méningite et les otites, moins de 10 % des nourrissons des soixante-quinze pays les plus pauvres du monde le recevaient régulièrement dans le cadre de leur ensemble de vaccination infantile, ce qui résulte en environ 500 000 décès évitables par an.

**Troisièmement**, les incitations commerciales pour l'industrie pharmaceutique à investir en recherche et développement quant aux maladies affectant principalement les pays pauvres, comme le paludisme, la tuberculose, le VIH et d'autres maladies tropicales sont insuffisantes. Dans le passé, les vaccins développés contre les maladies touchant les pays riches, comme la rougeole et la polio, ont été utilisés de façon généralisée et efficace dans les pays en voie de développement.

**Figure 1.** Le défi des vaccins



**Figure 2.** Le cercle vicieux de l'incertitude, offre et coût



Il n'existe cependant aucune raison commerciale de développer des vaccins pour des maladies qui sévissent principalement dans les pays les plus pauvres et pour lesquelles le marché dans les pays riches serait très limité. Bien que ces maladies tuent des millions de personnes, les communautés affectées ne peuvent acheter les vaccins au prix qui permettrait à ceux qui les développent de recouvrer les coûts de recherche et de développement.

De ces défis politiques, il résulte que de nombreux enfants restent totalement non vaccinés malgré l'innocuité, l'efficacité et les prix abordables de la vaccination, de nombreux autres enfants ne reçoivent pas la totalité de l'ensemble de vaccins d'importance vitale disponibles et l'innovation pharmaceutique n'est pas étendue aux maladies qui affligent le plus les pays les plus pauvres.

### Cinq innovations politiques dans les vaccins

Cinq innovations importantes et liées ont été conçues afin de relever ces défis et de maximiser l'efficacité de l'aide, principalement sous la houlette de l'Alliance mondiale pour les vaccins et la vaccination (AMVV). L'Alliance mondiale pour les vaccins et la vaccination consiste en un partenariat public-privé formé en 1999 afin de rapprocher les gouvernements, les fabricants de vaccins établis et émergeant, les organisations non gouvernementales, les instituts de recherche, l'UNICEF, l'OMS, la Fondation Bill & Melinda Gates et la Banque mondiale avec pour objectif le renforcement des systèmes sanitaires nationaux et de vaccinations, l'introduction de nouveaux vaccins et de vaccins sous-utilisés et l'accélération du développement de nouveaux vaccins.

### Trois défis politiques

- Ressources insuffisantes pour les structures sanitaires
- Prix élevés et demande irrégulière
- R&D insuffisants pour de nouveaux vaccins

### SUBVENTIONS BASÉES SUR LES RÉSULTATS

Dès le début, l'Alliance mondiale pour les vaccins et la vaccination adopta un nouveau mécanisme de financement afin de mettre en place une infrastructure sanitaire et de vaccination dans les pays en voie de développement en augmentant la propriété du pays et en associant le financement aux besoins et aux résultats. Les fonds sont alloués selon les besoins définis par les pays, les pays avec les taux de vaccination les plus faibles et des nombres élevés d'enfants non vaccinés obtenant plus de ressources. Les pays connaissant des taux de vaccination inférieurs à 80 % peuvent faire la demande de financement pour la construction de leur capacité sanitaire et l'amélioration des services de vaccination, et peuvent décider eux-mêmes de la meilleure utilisation de ces fonds afin d'augmenter les taux de vaccination. Après une première phase d'investissements, les subventions futures dépendent de l'obtention des objectifs et des résultats par le pays, le tout étant étayé par des contrôles de données de qualité. Les premiers signes indiquent qu'une telle association du financement aux résultats a créé des incitations pour de meilleurs résultats, tout en apportant la garantie aux donateurs que les fonds sont utilisés à bon escient.

### FONDS D'ACHAT ET APPROVISIONNEMENT COMMUN

Une innovation d'importance égale suite à la création de l'Alliance mondiale pour les vaccins et la vaccination fut l'établissement d'un fonds d'achat pour les nouveaux vaccins et des vaccins sous-utilisés contre la fièvre jaune, l'hépatite B et le Hib, tout particulièrement en combinaison avec le vaccin existant anti-diphthérie-tétanos-coqueluche afin de faciliter la mise en œuvre et l'intégration dans les calendriers de vaccinations régulières. Ceci leur a permis aux pays d'obtenir des vaccins qu'ils n'auraient autrement pu acheter en augmentant de façon considérable les ressources disponibles pour ces produits, et, en regroupant leurs approvisionnements par l'intermédiaire de l'UNICEF, l'Alliance mondiale pour les vaccins et la vaccination a fiabilisé sa demande et incité plusieurs producteurs de nouveaux vaccins à se lancer sur le marché en pénurie.

L'expansion de la demande de vaccins sans améliorations correspondantes en pratique d'approvisionnement (comme la capacité d'entrer dans des contrats à long terme) a cependant entraîné des augmentations de prix pour certains vaccins. Ces augmentations et les incertitudes quant au financement à long terme par les donateurs ont ralenti l'introduction et la mise en œuvre de nouveaux vaccins dans des pays en voie de développement par rapport aux prévisions. L'Alliance mondiale pour les vaccins et la vaccination doit développer une participation aux frais qui soit fiable et équitable parmi les donateurs, créer un cadre de financement à long terme

prévisible et viable pour que les pays en voie de développement puissent investir dans l'introduction de nouveaux vaccins et établir des contrats d'approvisionnement à long terme avec des fournisseurs de vaccins qui auraient pour effet de diminuer les prix et d'augmenter la sécurité des livraisons en réduisant le risque.

### LA FACILITÉ INTERNATIONALE POUR LE FINANCEMENT DE LA VACCINATION

L'IFFIm constitue un nouveau mécanisme de financement qui augmentera les ressources disponibles pour les vaccins infantiles dans les pays pauvres. Les donateurs s'engageront à un financement à long terme, sur la base duquel l'Alliance mondiale pour les vaccins et la vaccination pourra emprunter sur les marchés financiers afin de regrouper les dépenses en début des programmes de vaccination et d'entrer dans des contrats d'approvisionnement à long terme. L'objectif est que les pays en voie de développement et les producteurs de vaccins soient en mesure de planifier, en sachant que les ressources nécessaires seront disponibles. Ceci devrait garantir des prix inférieurs, accélérer la disponibilité des nouveaux vaccins et prendre en charge les améliorations systémiques substantielles nécessaires à la gestion des nouveaux vaccins. L'objectif est de développer la couverture à 90 % dans chaque pays.

L'IFFIm a pour objectif de garantir des engagements pouvant atteindre 4 milliards de dollars, ce qui, selon des estimations, devrait éviter 5 millions de décès d'enfants entre 2005 et 2015 et plus de 5 millions de décès d'adultes à venir. En avril 2006, des engagements auprès de l'IFFIm ont été effectués par le Brésil, la France, l'Italie, la Norvège, l'Espagne, la Suède, l'Afrique du Sud et le Royaume-Uni.

Le gouvernement britannique a soutenu l'idée que les dépenses pour la réduction de la pauvreté internationale seraient plus efficaces si elles étaient regroupées au début plutôt que d'être réparties au fil du temps en fonction des budgets d'aide.<sup>6</sup> La proposition d'une Facilité Internationale pour le Financement suppose que les gains résultant de l'avancement des dépenses dépassent les coûts d'emprunts. Un travail récent mené par le Center for Global Development montre que ceci est particulièrement vrai pour les vaccinations, quelles que soient les conclusions pour les dépenses en aide plus générales.<sup>7</sup>

Le regroupement des dépenses au début des vaccinations augmente le rapport coût-efficacité des dépenses pour trois raisons. D'abord, il existe des avantages d'immunité collective à long terme de la vaccination. En augmentant les taux de couverture de vaccination aujourd'hui, le niveau de la maladie chute et le risque d'attraper la maladie dans le futur est réduit. Ceci signifie qu'une vaccination a plus de valeur aujourd'hui que demain. Deuxièmement, l'engagement de financement envers l'IFFIm doit permettre aux acheteurs de conclure des contrats à long terme avec les fournisseurs de vaccins qui, à leur tour, permettraient aux producteurs de construire des sites plus importants et de réaliser des économies d'échelle significatives. Ceci peut considérablement réduire les coûts de vaccination. Troisièmement, l'engagement à long terme permet une planification appropriée et un jalonnement des investissements en systèmes, en formation et en achats pour renforcer les structures de vaccination, ceci permettant une meilleure optimisation des ressources qu'en effectuant les dépenses sur une base annuelle.

L'argument de l'IFFIm repose sur la condition que les avantages soient suffisamment importants pour compenser les coûts d'intérêts et de financement. Nous estimons que, même après avoir pris en compte les coûts de financement, le regroupement des dépenses de vaccins au début tel qu'envisagé par l'IFFIm optimise les ressources de 22 %.<sup>8</sup> De ce pourcentage, la moitié de l'avantage provient du regroupement des dépenses au début et l'autre moitié résulte de la plus grande prédictibilité permise par le mécanisme.

L'Alliance mondiale pour les vaccins et la vaccination envisage d'utiliser les ressources de l'IFFIm afin de compléter ses autres activités, bien qu'elle n'ait pas encore tiré profit de la prévisibilité du mécanisme en permettant aux acheteurs de conclure des accords d'achats à long terme.

---

**En regroupant les dépenses de vaccins au début et en rendant le financement plus prévisible, l'IFFIm augmentera de façon considérable l'optimisation des ressources et de sauver beaucoup plus de vies.**

---

### PARTENARIATS DE DÉVELOPPEMENT DE PRODUITS

Ces dix dernières années, des douzaines de partenariats ont été créés afin de mettre en relation les organisations sanitaires mondiales, les producteurs pharmaceutiques, les sociétés biotechniques, le monde universitaire et les gouvernements des pays en voie de développement. Ces partenariats public-privé ont divers objectifs, compositions, structures organisationnelles et financements. Certains traitent de la distribution et de l'utilisation de médicaments existants alors que d'autres se concentrent sur le début ou le terme du développement de nouveaux médicaments.

Les partenariats visant à développer de nouveaux vaccins et médicaments sont appelés des partenariats de développement de produits (PDP). Ils utilisent généralement une approche selon la gestion de portefeuille en investissant dans différentes sociétés qui entreprennent ensuite la recherche. Les exemples provenant du monde des vaccins comprennent l'International AIDS Vaccine Initiative (IAVI [Initiative internationale de vaccin contre le SIDA]), la Malaria Vaccine Initiative (MVI [Initiative de vaccin contre le malaria]), et le partenariat contre la méningococcie A/C à PATH.<sup>9</sup> Une autre entreprise à but non lucratif, l'Institute for OneWorld Health, utilise la propriété intellectuelle donnée par des sociétés afin de rechercher comment ces technologies peuvent être utilisées pour améliorer la santé dans le monde.

Ces partenariats sont utiles pour le développement de nouveaux vaccins. Ils coordonnent l'industrie, les partenaires universitaires et les sous-traitants sur le développement de vaccins et ils gèrent les portefeuilles de développement, y compris, dans certains cas, la sélection et la conclusion de projets en fonction de la progression de ceux-ci.

Les PDP relèvent un important défi politique, plus précisément le manque d'investissement en nouveaux vaccins contre les maladies qui affectent principalement des pays pauvres.

Cependant, même avec un financement généreux, la plus grande partie provenant de la fondation Bill & Melinda Gates Foundation, le total des investissements en recherche pour des vaccins contre ces maladies est relativement faible par rapport au R&D médical contre les maladies des pays riches et infime par rapport à la charge sanitaire que ces maladies imposent.

Tout comme les partenariats pour le développement de produits, d'autres initiatives (dont les Plans de développement et d'instruction accélérés de l'Alliance mondiale pour les vaccins et la vaccination contre les rotavirus et le pneumocoque, ainsi que la nouvelle initiative contre le Hib), centrent leurs efforts, non seulement sur le développement de nouveaux vaccins, mais aussi sur la promotion de l'introduction et l'utilisation rapides de nouveaux vaccins en informant la prise de décision à partir de données probantes au sein des ministères de la santé nationaux.

### ENGAGEMENTS PRÉALABLES SUR LE MARCHÉ

Un engagement préalable sur le marché constitue une incitation à la stimulation du développement commercial et de l'introduction rapide de nouveaux vaccins. Les donateurs apporteraient une garantie liant les parties, laquelle, en cas de développement futur d'un vaccin contre une maladie particulière, indiquerait qu'ils paieraient l'achat de celui-ci par des pays en voie de développement. La garantie serait liée à des normes techniques que le vaccin devrait respecter et serait structurée de façon à promouvoir la concurrence entre plusieurs sociétés pour le développement et la production des meilleurs nouveaux vaccins possibles.<sup>10</sup>

Un groupe de travail du Center for Global Development a examiné cette proposition en détail et a conclu qu'un engagement suffisant pour avoir un effet significatif sur les incitations des sociétés pharmaceutiques représenterait toutefois une excellente optimisation des ressources. Un engagement des donateurs d'achat des vaccins qui proposerait aux sociétés des revenus largement similaires à ceux qu'elles obtiendraient avec des médicaments développés pour les marchés des pays riches pourrait vacciner les enfants à un coût de 15–30 dollars par année de vie sauvée. Cette opération serait hautement économique par rapport aux autres interventions de développement.

Cette approche comporte de nombreux aspects intéressants. Elle permet aux gouvernements de financer le développement de nouveaux vaccins sans avoir à sélectionner des opportunités scientifiques particulières à soutenir, et si aucun vaccin ne peut être développé, cela ne coûte rien au contribuable. Pour les sociétés, cela leur donne l'occasion d'obtenir des recettes commerciales sur des nouveaux marchés qui, jusqu'à présent, ne présentaient pas d'importants revenus. Pour les pays en voie de développement, cela non seulement augmente les perspectives d'accélérer le développement de nouveaux vaccins, mais également procure un financement permettant d'assurer que ces vaccins seront abordables quand ils seront développés.

La proposition d'engagement préalable sur le marché relève ainsi deux des principaux défis politiques : le manque d'accès abordable aux vaccins qui ont été développés et une incitation commerciale insuffisante pour le développement de vaccins contre les maladies

## Les engagements préalables sur le marché accélèrent le développement de nouveaux vaccins et assurent qu'ils seront disponibles à un prix abordable quand ils seront développés.

concentrées dans les pays en voie de développement. En décembre 2005, le G7 des ministres des Finances a décidé de mettre en place un programme pilote pour un engagement préalable sur le marché.

### ALLER DE L'AVANT

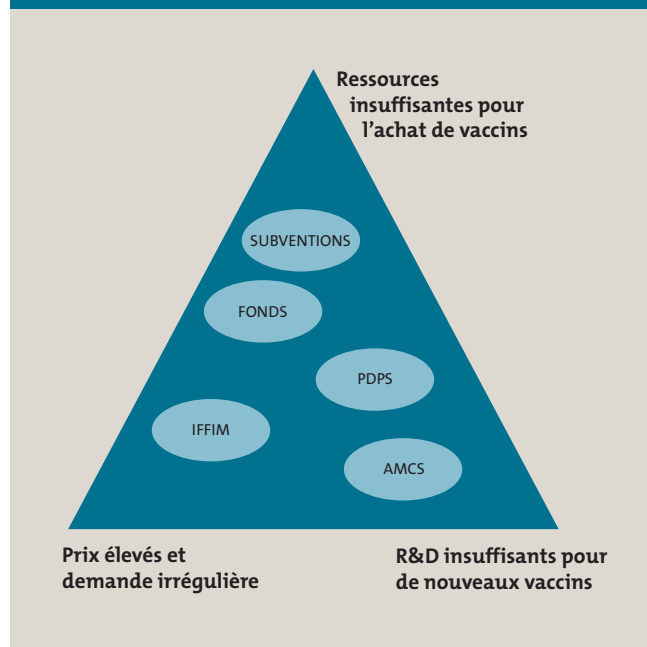
De plus en plus, les vaccins sont reconnus comme ayant un rôle essentiel à jouer dans l'amélioration de la santé publique et dans la promotion du développement dans les pays pauvres. Ils

représentent un moyen peu onéreux, efficace et sûr de lutter contre les maladies infectieuses et d'améliorer la vie et l'existence des pauvres. Les vaccins constituent un composant nécessaire de toute stratégie destinée à atteindre les objectifs du Millénaire pour le développement. Une utilisation plus généralisée des vaccins est cependant limitée par trois contraintes : des ressources insuffisantes pour le développement des structures sanitaires ; le coût élevé des nouveaux vaccins, résultant en partie d'une demande imprévisible ; et le manque d'incitation commerciale pour le développement de nouveaux vaccins contre des maladies concentrées dans les pays en voie de développement.

La figure 3 illustre comment les cinq innovations politiques relèvent ces défis. Bien que les politiques aient été développées séparément, elles contiennent les ingrédients d'une réponse cohérente au besoin d'augmentation de l'accès à la vaccination dans les pays en voie de développement.

Grâce à ses subventions basées sur les résultats et au fonds d'achat de vaccins, l'Alliance mondiale pour les vaccins et la vaccination canalise des ressources supplémentaires qui permettent le développement de structures sanitaires et l'augmentation des ressources pour l'approvisionnement en vaccins. Avec l'ajout de la Facilité Internationale pour le Financement de la Vaccination, l'Alliance mondiale pour les vaccins et la vaccination devrait conclure des engagements à plus long terme par l'intermédiaire de l'UNICEF, ce qui, avec le regroupement des dépenses au début, rendra les achats plus prévisibles et fera baisser les prix des vaccins tout en permettant une meilleure planification des investissements en structures sanitaires. Les partenariats public-privé ont augmenté les ressources destinées au développement de nouveaux vaccins vitaux et ont aidé des pays à se positionner afin de bénéficier des opportunités que ceux-ci présentent. Pour finir, si les engagements avancés sur le marché sont mis en œuvre, ils complèteront cette augmentation de la recherche avec la recherche à financement commercial et contribueront à la garantie que de nouveaux vaccins seront largement disponibles une fois développés.

Dans le vaste contexte des défis à la vaccination et des opportunités d'innovation, les responsables politiques des

**Figure 3.** Défis et politiques

gouvernements des donateurs, les agences techniques, les sociétés pharmaceutiques et les ministères nationaux de la santé devront faire de nombreux choix quant à la meilleure façon de généraliser la vaccination dans les années à venir. À cette occasion, ils seront guidés par les principes suivants :

- Garder une vision globale stratégique des défis et adopter une vision cohérente de la façon dont ces approches peuvent fonctionner ensemble dans le but de relever ces défis.
- S'assurer que le financement des achats de vaccins est régulier et prévisible afin de permettre aux pays en voie de développement d'introduire de nouveaux vaccins avec une certitude de viabilité à long terme. L'IFFIm représente l'un de ces mécanismes, quand les processus budgétaires nationaux le permettent.
- Réformer l'approvisionnement en vaccins en concluant des contrats à long terme pour que les sociétés productrices de vaccins puissent investir dans une production élargie afin de réduire les coûts en réduisant la charge de risque.
- Augmenter les investissements en structures sanitaires dans les pays en voie de développement afin d'assurer que la vaccination atteigne autant d'enfants que possible.
- Envoyer des signaux cohérents indiquant que l'objectif de la politique n'est pas simplement d'acheter des vaccins aux prix les plus bas, mais aussi d'assurer que les sociétés productrices de vaccins puissent obtenir un retour raisonnable en produisant des vaccins qui répondent à la demande mondiale, tout en leur permettant de développer de nouveaux vaccins.
- Augmenter le financement pour toutes ces approches et assurer que les ressources supplémentaires pour le développement de nouveaux vaccins nécessaires ne sont pas en concurrence avec le financement disponible pour l'achat et l'utilisation de produits existants.

## Références

- 1 Owen Barder, Michael Kremer, and Heidi Williams (2006) "Advance Market Commitments: A Policy to Stimulate Investment in Vaccines for Neglected Diseases," *The Economists' Voice*: Vol. 3: No. 3, Article 1. <http://www.bepress.com/ev/vol3/iss3/art1>. pg. 398.
- 2 Ramanan Laxminarayan, Jeffrey Chow, and Sonbol A. Shahid-Salles (2006). "Intervention Cost-Effectiveness: Overview of Main Messages. *Disease Control Priorities in Developing Countries*. 2nd ed. (Washington, DC: Banque mondiale, 2006). p. 44.
- 3 Throughout this brief, "life-years" and "year of life" consistently refer to disability-adjusted life-years (DALYs).
- 4 Owen Barder & Ethan Yeh The costs and benefits of front-loading and predictability of immunization, CGD Working Paper 80. (Washington, DC: Center for Global Development, 2006). <http://www.cgdev.org/content/publications/detail/6178>.
- 5 Peter Lorentzen, John McMillan, and Romain Wacziarg. "Death and Development," National Bureau of Economic Research Working Paper 11620. <http://www.nber.org/papers/w11620>.
- 6 H M Treasury and DFID, The International Finance Facility, September 2005 [http://www.hm-treasury.gov.uk/media/837/60/IFF\\_proposal\\_Sep\\_05.pdf](http://www.hm-treasury.gov.uk/media/837/60/IFF_proposal_Sep_05.pdf).
- 7 Owen Barder & Ethan Yeh (2006) op cit.
- 8 Owen Barder & Ethan Yeh (2006) op cit.
- 9 William Muraskin (2002) "The last years of the CVI and the birth of the GAVI." In *Public-private partnerships for public health*. Edited by M Reich. Cambridge, Massachusetts; Harvard Center for Population and Development Studies; 2002:115-68.
- 10 Owen Barder, Michael Kremer, Ruth Levine and the Advanced Market Commitment Working Group (2005) *Making Markets for Vaccines*, Washington, DC: Center for Global Development.

## Le Global Health Policy Research Network (Réseau de recherche sur les politiques sanitaires mondiales)

Le Global Health Policy Research Network (GHPRN - Réseau de recherche sur les politiques sanitaires mondiales) réunit de grands spécialistes de la santé publique, de l'économie et d'autres sciences sociales et domaines techniques afin de développer une recherche originale consacrée aux problèmes politiques sanitaires mondiaux prioritaires. L'objectif du GHPRN est d'améliorer les résultats des prises de décision des donateurs en matière de santé mondiale en :

- procurant de nombreuses données probantes sur les résultats cliniques et scientifiques au sujet des opportunités et limites d'une aide publique et privée efficace dans le secteur de la santé ;
- rapprochant de nouvelles personnes et perspectives, sur les points pluridisciplinaire et mondiale, dans l'analyse des politiques sanitaires afin de renforcer le débat ; et
- prenant en charge le développement de solutions innovantes quant au financement sanitaire mondial et à d'autres problèmes politiques.

Le GHPRN recherche l'occasion de contribuer aux analyses sur les meilleures façons de stimuler et de prendre en charge l'innovation en matière de produits, de pratiques sanitaires publiques efficaces et de stratégies d'administration, d'assurer un accès équitable sur le long terme aux principaux services sanitaires et de mieux comprendre comment les investissements dans le domaine de la santé affectent les conditions sanitaires et, en général, le développement économique et social. En plus des engagements avancés sur le marché, d'autres groupes de travail du GHPRN ont exploré :

- comment identifier les exemples de « ce qui marche » en matière de santé mondiale et les facteurs qui contribuent à ces réussites ;
- comment élaborer une base complète et crédible d'informations sur les flux financiers vers la santé mondiale, qui réagit aux groupes de pression, aux programmes et aux besoins en données politiques ;
- comment inciter les agences de développement à conduire des évaluations rigoureuses de l'impact des principaux projets de développement afin qu'elles contribuent à la connaissance globale de ce qui fonctionne ;
- comment mesurer l'engagement d'un gouvernement envers la santé ;
- comment maîtriser efficacement les incitations basées sur les résultats en matière de santé ;
- comment augmenter l'accès aux produits pharmaceutiques grâce à une meilleure prévision de la demande ;

Le Center for Global Development dirige le GHPRN avec le soutien de la fondation Bill & Melinda Gates Foundation.

Pour plus de renseignements sur le réseau Global Health Policy Research Network du CGD, veuillez visiter le site suivant : [www.cgdev.org/globalhealth](http://www.cgdev.org/globalhealth)

Le **Center for Global Development** est une cellule de réflexion indépendante, apolitique et à but non lucratif consacrée à la réduction de la pauvreté et de l'inégalité mondiales par l'intermédiaire d'une recherche orientée vers les programmes et un engagement actif dans les problèmes de développement avec les milieux d'orientation et le public. Les principaux travaux du Center for Global Development portent sur les politiques des États-Unis et d'autres pays industrialisés et qui produisent un impact sur les perspectives de développement dans les pays pauvres. La **recherche** du Center for Global Development évalue l'impact de la mondialisation et des politiques des gouvernements et les institutions multilatérales sur les personnes pauvres. En collaboration avec des groupes de la société civile, le Center for Global Development cherche à identifier des **alternatives politiques** qui assureraient la promotion d'une croissance équitable et d'un développement participatif dans les économies à faibles revenus et en transition. Le Center for Global Development collabore avec d'autres institutions afin d'améliorer la **compréhension du public** des pays industrialisés au sujet des avantages économiques, politiques et stratégiques de la promotion de l'amélioration des niveaux de vie et de la gestion publique dans les pays en voie de développement.



1776 Massachusetts Ave., NW  
Third Floor  
Washington, D.C. 20036 États-Unis  
[www.cgdev.org](http://www.cgdev.org)

# Dossier CGD

**Des vaccins pour le développement**  
Owen Barder

---

Avril 2006